

# Coup de pression sur la politique du logement des agents publics

La problématique de l'accès au logement des agents publics revient sur la table. Après un premier comité interministériel sur le sujet au mois de juillet, cet enjeu du logement est en effet l'un des thèmes de travail choisis cette année par la rapporteure du volet "Fonction publique" du budget de la commission des finances de l'Assemblée nationale, la députée Renaissance Sophie Errante. Elle y présentera cette semaine son rapport sur les crédits "Transformation et Fonction publiques" du projet de loi de finances (PLF) pour 2024.

Aucun doute qu'elle en profitera pour mettre un coup de pression sur le gouvernement pour que celui-ci renforce, comme il s'y est engagé, la politique du logement au bénéfice des agents publics. Lancée par l'exécutif avant l'été, cette politique interministérielle "*était nécessaire*", soulignait récemment dans nos colonnes Sophie Errante. Mais, ajoutait-elle, "*elle doit être mise en place rapidement*".

Pour rappel, plusieurs mesures ont été annoncées par le ministre Stanislas Guerini pour faciliter l'accès au logement des agents : la construction de nouveaux logements, le lancement d'une plateforme dédiée ou encore un meilleur accompagnement dans les démarches locatives et d'accession à la propriété. Autant de mesures qui restent donc à être pleinement mises en œuvre. L'enjeu est de taille, notamment sur le plan du pouvoir d'achat des agents publics au vu de l'augmentation des prix de l'immobilier.

Au-delà, le renforcement de cette politique du logement des agents publics constitue un fort levier d'amélioration des conditions de travail pour les agents dont certains sont amenés à faire plusieurs heures de transport chaque jour pour rejoindre leur lieu de travail. Il est aussi, indéniablement, un facteur d'attractivité de la fonction publique. Un levier non négligeable donc à l'heure où le secteur public fait face à une véritable crise d'attractivité.